



HAL
open science

L'épistémo-idéologie libérale

Odile Camus

► **To cite this version:**

Odile Camus. L'épistémo-idéologie libérale. Colloque international bi-disciplinaire Normes sociales et processus cognitifs, SACO, Jun 2003, Poitiers, France. pp.23-26. hal-02528552

HAL Id: hal-02528552

<https://hal-normandie-univ.archives-ouvertes.fr/hal-02528552>

Submitted on 1 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'épistémo-idéologie libérale

Odile CAMUS – Laboratoire PRIS – Département de Psychologie – Université de Rouen –
76821 Mont-Saint-Aignan Cedex.
odile.camus@epeire.univ-rouen.fr

Mots clés :

Epistémo-idéologie – Epistémologie commune - Individualisme – Libéralisme – Objectivisme social.

Le libéralisme, mode d'organisation sociale caractérisé économiquement et politiquement, peut-il également être défini en tant qu'ordre socio-cognitif ? Idéologie dans sa forme achevée, il constituerait ainsi un cadre général de perception et d'explication des événements, soit : une épistémo-idéologie.

1. Apports de la psychologie sociale expérimentale

En psychologie sociale, depuis une vingtaine d'années, s'est ouvert un champ de recherche traitant plus ou moins directement de la reproduction idéologique. C'est ainsi que les travaux relatifs aux conduites sociales d'évaluation (initiés par Beauvois, 1976) et, plus largement, à la "psychologie quotidienne" (Beauvois, 1984), rendent compte de l'évaluation comme naturalisation des qualifications normatives des conduites (transformation d'une exigence externe en nécessité naturelle), *via* le registre des traits de personnalité. Ou encore, les recherches sur la "soumission librement consentie" montrent comment, par la rationalisation, les cognitions ("idéologies") s'ajustent *a posteriori* à des conduites dont l'autodétermination est illusoire (depuis Beauvois & Joule, 1981). Se rattachent également à ce champ les travaux sur la norme d'internalité (initialement : Jellison & Green, 1981) ; celle-ci est définie comme valorisation des explications des événements psychologiques qui accentuent le poids de l'acteur comme facteur causal (voir Dubois, 1994), et elle a récemment fait l'objet d'une redéfinition critique par Gangloff (1995, 1997, 2002) pour lequel c'est l'allégeance, soit l'occultation de l'influence de l'environnement social dans les explications, qui serait normative.

Ce champ de recherche, inscrit dans une perspective fonctionnaliste, a été largement éprouvé par de nombreux travaux expérimentaux, mais son unité conceptuelle reste en grande partie occultée par l'extrême spécialisation de la recherche expérimentale. Y est appréhendé un ensemble de processus socio-cognitifs qui ont pour fonction implicite la reproduction sociale, c'est-à-dire la "reproduction de la structure des rapports de force entre les classes"

(Bourdieu & Passeron, 1970:26) – mais aucune articulation avec la sociologie n'a pour autant été construite. Dans ce champ, l'idéologie dominante se définit par sa fonction de légitimation de la hiérarchie sociale, fonction qu'elle réalise *via* l'occultation des rapports de pouvoir. Cela dit le libéralisme n'y est pas directement traité comme idéologie, mais comme modalité d'exercice du pouvoir, opposée à l'autocratie ; ainsi par exemple, "les utilités sociales que réalise concrètement l'internalité sont celles qui garantissent un fonctionnement social dans lequel les gens font ce qu'ils doivent faire sans pour autant être dirigés par un pouvoir dictatorial ou totalitaire" (Dubois, *op.cit.*:33). Et, de manière générale, la problématique centrale de cette psychologie sociale est plutôt la soumission que l'idéologie.

D'ailleurs il n'existe pas à strictement parler de psychologie sociale de l'idéologie, objet dont Deconchy (1999:114) souligne le statut conceptuel incertain. Ce même auteur (2000a, 2001) propose de le définir comme posture cognitive spécifique, distincte de la posture que constitue la rationalité scientifique en ce qu'elle ne vise pas l'exactitude. Certes, c'est aussi en termes de connaissance que Beauvois (1995) traite de l'idéologie – la connaissance idéologique, fondamentalement évaluative, est de nature distincte de la connaissance scientifique -, mais les travaux pré-cités négligent le traitement cognitif lui-même, pour ne considérer que son résultat. En revanche on aura pu montrer (Camus, 2000) que la psychologie quotidienne fonctionne comme modèle explicatif irréfutable, capable d'assimiler un ensemble d'informations *a priori* susceptibles de l'invalider (en l'occurrence les savoirs relatifs à son propre fonctionnement).

2. L'idéologie dominante comme épistémo-idéologie

Envisager l'idéologie dominante en tant qu'épistémo-idéologie suppose en premier lieu de s'interroger sur l'épistémologie du sens commun. Celle-ci est notamment étudiée par les théoriciens de l'élaboration du conflit (Mugny & Pérez), lesquels montrent comment l'accès perceptif direct à l'objet fonctionne comme "préconstruit commun" (Mugny & Falomir, 2000:229), ce dans des tâches dont la nature actualise directement la référence à la science. Or, par-delà ces situations particulières, le sens commun est en grande partie structuré par une certaine représentation de ce qu'est un savoir valide – soit : une représentation sociale de la science, investie dans notre société d'une "autorité sans faille" (Moscovici & Hewstone, 1984:562sq.) Et cette représentation est objectiviste : "On fait [de l'information scientifique], non plus un pur produit de la connaissance du monde, mais un produit du monde lui-même" (*ibid.*). Bref, l'élaboration rationnelle de la connaissance y est exclue.

C'est donc le fondement de la conceptualisation commune du réel qui est défini ici comme épistémo-idéologie. Et à ce titre, celle-ci est à caractériser comme ensemble de schèmes explicatifs, plutôt que de contenus. Non sans rapport avec le concept foucauldien d'épistémè, soit : "réseau archéologique" sous-tendant l'organisation du savoir à une époque donnée (Foucault, 1966) (et c'est d'ailleurs en temps que "formation discursive" (Foucault, 1969) que l'analyse de la psychologie quotidienne peut à cet égard être particulièrement pertinente), l'épistémo-idéologie est en même temps "sur-idéologie", "système de logique sociale à laquelle participent toutes les idéologies concurrentes dans le "capitalisme pluraliste" (Ansart, 1977:178sq.)

3. L'épistémo-idéologie libérale [EIL] comme posture cognitive naturalisée

Le mécanisme constitutif de l'idéologie pourrait bien être, d'après Deconchy (1999:118), la "capacité du sujet humain (...) à transformer en "nécessaires" des informations "contingentes" et même "singulières". Or, l'ordre cognitif libéral n'est pas identifié comme relevant d'une posture idéologique ; le libéralisme fait apparaître les normes et valeurs qu'il promeut comme procédant de la nécessité (Bellon & Robert, 2001), d'autant plus aisément que son expansion raréfie les opportunités de confrontation à l'altérité, confrontation qui seule pourrait faire obstacle à la transformation du culturel en naturel. Dans ces conditions, c'est la possibilité même de concevoir une alternative idéologique qui est remise en cause. Par exemple, la contestation du libéralisme apparaît comme "discours de la rupture sans rupture et du rejet dans l'acceptation, (...) [qui] participe manifestement du monde qu'il conteste" (Gauchet, 2000, ed.2002:322).

Cela étant, par delà les contenus idéologiques, c'est à l'examen des modalités du traitement cognitif qu'invite le concept d'épistémo-idéologie. A cet égard on pourra prendre appui sur l'observation, dans des contextes très divers, d'un phénomène récurrent en matière de traitement textuel, à savoir une production inférentielle générant des contre-sens dont la nature et la régularité ne permettent pas de les considérer comme accidentels ou idiosyncrasiques (par exemple dans la compréhension d'un discours politique, Chabrol & Camus, 1994). C'est ainsi que la cohérence textuelle peut s'établir sur la base de contenus implicites, au statut socio-cognitif d'évidences, directement transférables à l'EIL (Camus, 2003). L'issue en est à l'occasion une pseudo-compréhension, en particulier lorsque le discours traité comporte des éléments de contenu non directement assimilables par l'EIL, ce qui est notamment le cas dans la confrontation à une altérité non identifiée comme telle (par

exemple : textes philosophiques anciens traitant de "la science"), ces situations étant les plus révélatrices de la contrainte cognitive qu'exerce l'EIL.

Ce phénomène résulte de la prédominance d'un traitement heuristique (Chaiken, 1980) de l'information. La construction de la cohérence textuelle semble donc fréquemment sous la dépendance principale de processus automatiques, y compris dans des situations requérant *a priori* une forte mobilisation cognitive (contrôle de connaissances à l'université). Or, ce mode de traitement est tout à fait adapté à ce que nous avons appelé ailleurs le modèle médiatique de la communication (Aupérin & Camus, 2003 ; Camus & Personnaz, 2003), dont le prototype est le message publicitaire. Les discours inscrits dans ce modèle visent prioritairement la captation d'une cible affective (Charaudeau, 1997), cible supposée peu motivée à investir d'importantes ressources cognitives. Et, de manière générale, le traitement heuristique permet de réagir efficacement aux contraintes de notre environnement informationnel quotidien, dont les "NTIC" accroissent la densité.

Faut-il alors conclure, à l'instar de Mandosio (2000), que cet environnement, produit de "l'utopie néotechnologique", remet en cause les conditions mêmes de possibilité d'exercice de la raison ? Ou encore, d'un autre point de vue (Enriquez & Haroche, 2002:73sq.), y voir l'expression d'une pathologie propre aux démocraties modernes, lesquelles favoriseraient le développement de "personnalités apathiques", ne supportant plus "le trouble de la pensée" ?

4. L'ontologie implicite de l'EIL

Reste à examiner, non pas tant les contenus idéologiques du libéralisme, que l'ontologie qui les sous-tend. (Les propositions théoriques qui suivent pourront être opérationnalisées *via* l'analyse du traitement textuel de discours relevant d'autres épistémès.) Cette ontologie se caractériserait par trois dimensions (registres explicatifs) dichotomisées.

La représentation du monde physique, visé par la toute-puissance technologique en même temps que vidé de toute transcendance, est une de ces dimensions. L'ordre naturel est conçu comme régi par des "lois" que la science, assimilée à la technologie, permet de manipuler.

Dans l'ordre psychique en revanche (deuxième dimension), l'homme travaille à s'immuniser cognitivement contre l'idée qu'il est une "donnée de nature", soumis à des déterminismes naturels (*Cf.* la "surnature" décrite par Deconchy, 2000b). Mais son autodétermination, portée notamment par le nexus (Rouquette, 1994) "individualisme", paraît reposer sur la croyance et le désir, non sur la raison et l'action (voir Camus, 2002a). L'illustre

notamment la littérature pseudo-psychologique aux vertus thérapeutiques, dont le leitmotiv se résume en un néologisme : "Je positive", révélant le fondement affectif de l'individualité libérale. Quant à la conception commune de l'identité, elle prend appui non pas tant sur la mêmeté de soi à soi, que sur la différence de soi à autrui, différence référée à une essence (personnalité, mais aussi sexe, ethnie ...), supposée déterminer les conduites. On comprend alors pourquoi c'est un registre affectif qui est mobilisé dans l'autodescription (Camus, 1998) ; l'universalité de la raison n'y saurait trouver place. Dans quel espace d'ailleurs pourrait-elle être conçue ? Dans l'épistémologie commune, les constructions rationnelles ont le statut de produits de la subjectivité ; la pensée elle-même est affaire de "subjectivité", tandis que le fait, seul fondement possible de la validité de la connaissance, y est comme signifiant par lui-même.

La perte de sens, pour l'individu, d'un quelconque universel humain, et dont rend compte l'idéologie relativiste, s'inscrit dans la dissociation entre les représentations du monde psychique et du monde social (troisième dimension). La société par exemple, est-elle conçue autrement que comme agrégat d'individualités ? Comment l'homme moderne, "ermite de masse" (Anders, 1956, ed. 2002) situe-t-il sa propre place au sein de l'espèce, et quel rapport peut-il alors entretenir à l'histoire, à la transmission ? Se lisent là encore les signes d'une pathologie, comme l'analysent Enriquez & Haroche (*op.cit*), soulignant le "déclin paradoxal du sujet dans les formes d'un individualisme extrême" (p.8). En fait, il semble bien que le social ait son ordre propre, même si celui-ci n'est pensé que comme produit de stratégies individuelles (par exemple : les "lois du marché"), et cet ordre est distinct de celui qui régit le monde physique. Y est centrale la croyance en l'autorégulation, laquelle s'appuie sur la version contemporaine du "progrès" plus ou moins confondu avec l'"évolution" (dans un détournement du concept darwinien ; voir par exemple Goldsmith, 1993) et qui contribue à asseoir la conviction que l'humanité d'aujourd'hui est plus accomplie que celle d'hier. En fait, tout se passe comme si l'activité des sociétés humaines devait échapper au contrôle de l'homme, tandis que la nécessité du monde physique devenait quant à elle toute relative. Il s'agit en somme d'un objectivisme social : les lois qu'on ne cherche pas à modifier sont celles qui régissent l'ordre social. Le statut de ces lois n'est d'ailleurs pas tant épistémique qu'éthique ; en témoignent les valeurs de la morale "réaliste" qui traverse la communication politique (Camus, 2002b), valeurs imposant à l'action politique une orientation conforme à ce que les faits sont censés dicter.

En conclusion, l'EIL apparaît à bien des égards comme le miroir de l'épistémè médiévale. Ainsi, notre rapport à la matière est comparable au rapport médiéval au spirituel (par exemple : "l'idéologie consummative" comme orthodoxie, Ansart, *op.cit.*:181sq.). Quant à la question de la transcendance, l'idéologie libérale en a-t-elle évacuée toute forme ? Si elle est absente du monde physique en tant que monde naturel, en est-il de même du monde physique artificiel ? La machine "performante", dotée d'"intelligence" même, qui réalise ce que l'homme, limité, ne peut faire, et qui de plus est immortelle, n'est-elle pas investie d'une forme de transcendance (*Cf.* la "honte prométhéenne" de l'homme devant la machine, décrite par Anders, *op.cit.*:37sq.) ? D'ailleurs la publicité révèle, dans le rapport aux choses qu'elle met en scène, un fonctionnement de type analogique, en dotant la "nature" manufacturée de pouvoirs magiques (amour, jeunesse, bonheur, puissance... *Cf.* Brune, 1981 ed.1985). Quant au rapport à la temporalité, il se manifeste dans la lecture commune de l'évolutionnisme, laquelle rejoint une conception anhistorique du monde : si le monde médiéval est un monde clos (dans l'espace et le temps), fini, le monde moderne est infini – y compris là où rationnellement il ne l'est pas (*Cf.* le "développement" comme "mythe typique du sociocentrisme occidental", Morin, 2002). Et pour ce qui est du monde psychique, il est, comme on l'a noté, structuré par un essentialisme "pré-galiléen" (Beauvois, 1976), qui caractérisait l'ordre physique médiéval. Quant à l'ordre social enfin, c'est dans le statut théologique des "lois sociales" que l'on peut craindre de reconnaître le dogmatisme médiéval.

Principales références

- Anders G. (2002 ; 1^{ère} ed. 1956). *L'obsolescence de l'homme*. Paris : Editions de l'Encyclopédie des Nuisances.
- Ansart P. (1977). *Idéologies, conflits et pouvoir*. Paris : PUF.
- Beauvois J.-L. (1976). Problématique des conduites sociales d'évaluation. *Connexions*, 19, 7-30.
- Beauvois J.-L. (1984). *La psychologie quotidienne*. Paris : PUF.
- Beauvois J.-L., Joule R.-V. (1981). *Soumission et Idéologies (psychosociologie de la rationalisation)*, Paris, PUF.
- Camus O. (2002b). Science psycho-sociale et engagement idéologique. *Cahiers de Psychologie Politique*, n°2.
- Camus O. (2003, sous presse). De la reproduction idéologique à l'autonomie (une perspective pragmatique). Dans L. Baugnet (ed.), *Constructions identitaires et dynamiques politiques*. Presses inter-universitaires, Peter Lang.
- Deconchy J.-P. (2000a). Les processus idéologiques. Dans N. Roussiau (Ed.), *Psychologie sociale*. Paris : In Press Editions. 113-120.
- Deconchy J.-P. (2000b). *Les animaux surnaturés*. Grenoble : PUG.
- Dubois N. (1994). *La norme d'internalité et le libéralisme*. Grenoble : PUG.
- Enriquez E., Haroche C. (2002). *La face obscure des démocraties modernes*. Ramonville-Saint-Agne : éditions érès.
- Foucault M. (1966). *Les mots et les choses*. Paris : Gallimard.
- Foucault M. (1969). *L'archéologie du savoir*. Paris : Gallimard.
- Gangloff B. (1997). Les implications théoriques d'un choix d'items : de la norme d'internalité à la norme d'allégeance. *Pratiques Psychologiques*, 2, 99-106.
- Gauchet M. (2002). *La démocratie contre elle-même*. Paris : Gallimard.
- Moscovici S., Hewstone M. (1984). De la science au sens commun. Dans S. Moscovici (ed.), *Psychologie sociale*. 539-566.